

LA RÉPUBLIQUE ? QUELLE RÉPUBLIQUE ?

Il y a au sein des organisations de gauche syndicale et politique une tentation de certain-es à mettre en avant le côté « républicain » des hommes et des femmes et/ou de leur politique. Ainsi, par exemple, on combattrai le Front National parce qu'il n'est pas républicain. Mais de quelle République parle t-on ? Celle de Sarkozy et de son parti ? On reprocherait d'ailleurs à ce parti d'avoir usurper le nom de « républicains » pour son seul profit alors qu'il concernerait tout le spectre politique hormis l'extrême droite. Je ne suis pas d'accord avec cela. Le mouvement ouvrier a le drapeau rouge de la Révolution sociale comme étendard et non le tricolore de la Révolution bourgeoise. En 1848, il y eut ceux qui en février rétablirent la république bourgeoise et ceux qui en juin tentèrent de mettre en place la République sociale. Il y eut la Commune de 1871 qui donna en deux mois bien plus de droits aux salarié-es et aux sans-grades que ne le fit la bourgeoise III^e République en 75 ans d'existence (et encore beaucoup est du à l'action du Front populaire). Arrêtons là les exemples historiques.

On ne combat pas le FN simplement parce qu'il n'est pas « républicain » mais parce qu'il est un parti raciste, fascisant et liberticide. On doit aussi combattre les Sarkozy, les Juppé, les Valls ou les Macron qui sont bien « républicains » mais qui représentent les intérêts de la bourgeoisie et du grand Capital. Autrement dit, je ne me sens pas appartenir au même camp. Les intérêts des salarié-es n'ont jamais été, ne sont pas et ne seront jamais les mêmes que ceux des représentants de la classe possédante, des profiteurs-ses, des exploiteur-ses, même s'ils se disent « républicain ». La preuve est qu'à droite, du PS à LR, en passant par l'UDI, on se réjouit des reculs sociaux que nous amenés ce gouvernement et qui sont symbolisés aujourd'hui par le projet de loi El-Khomri de destruction du Code du travail. Ce sont des ennemis de classe.

Par ailleurs, la constitution de la V^e République porte en elle des germes profondément antidémocratiques et autoritaires. Il faut donc inventer une autre République, réellement sociale, ou liberté et égalité iraient vraiment de pair. Une République qui agisse réellement dans le sens du plus grand nombre, celui des salarié-es et qui satisfasse réellement les besoins de la population. Une république qui soit par ailleurs écologiste, féministe et autogérée

Olivier Sillam, École Émancipée, membre du secrétariat national